

AKTUELL

JUSTICE FISCALE

They're Loving It !

Luc Caregari

McDonald's n'aurait donc pas profité d'aides étatiques illégales au Luxembourg, selon la Commission européenne. Reste que le restaurateur rapide a toujours échappé aux impôts.

Juste avant les élections, la nouvelle ne pouvait pas mieux tomber pour le gouvernement encore en place. Ce mercredi 19 septembre, la Commission européenne a donc communiqué que dans l'affaire des avantages fiscaux accordés au restaurateur rapide McDonald's, le Luxembourg n'aurait pas commis de faute ni « accordé un traitement fiscal sélectif » à la multinationale.

Et pourtant, les faits reprochés par Bruxelles au grand-duché ressemblaient fortement aux autres affaires, celles concernant Engie, Amazon et Fiat - dans lesquelles le pays a été

les sociétés. Et après négociations, le grand-duché est même allé jusqu'à exonérer totalement la boîte des revenus tirés des licences. Tout cela en expliquant qu'il fallait respecter la convention de non-double imposition signée avec les Américains.

Double cheese fiscal

Donc, même si McDonald's a été exonéré d'impôts, l'administration fiscale luxembourgeoise n'est pas fautive. Le problème est que cette double non-imposition relevait d'une « incompatibilité entre les législations fiscales luxembourgeoise et américaine », comme l'a décrite la commissaire chargée de la politique de concurrence, Margrethe Vestager, dans le communiqué de presse. En effet, tout s'est joué sur une définition, celle « d'établissement stable ». Pour l'administration fiscale américaine, la redoutée IRS, la succursale américaine de McDonald's Europe Franchising, qui recevait donc l'argent des succursales européennes, ne correspondait pas à cette définition - alors que le Luxembourg ne voyait aucun problème avec la stabilité de l'établissement.

Finalement, le cas McDonald's aurait bien pu devenir le prochain point de conflit entre la Commission et le Luxembourg, ne serait-ce que pour ce petit détail. Et Vestager de mettre le doigt dans la plaie : « Il n'en reste bien sûr pas moins que McDonald's n'a payé aucun impôt sur les bénéfices en cause, ce qui n'est pas conforme au principe d'équité fiscale. C'est pourquoi nous accueillons avec grande satisfaction le fait que le Luxembourg prenne des mesures législatives pour remédier au problème (...) et éviter que de tels cas ne se reproduisent à l'avenir. » Et en effet, le Luxembourg, en adhérant au programme BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE a fermé la porte à des arrangements similaires dans l'avenir.

Ce qui ne risque pas d'arriver pour McDonald's, qui depuis a relocalisé sa base fiscale au Royaume-Uni et les QG de McDonald's Europe Franchising au Delaware, comme le pointe un rapport de plusieurs syndicats européens. Ouf, Ronald a eu chaud...



condamné à recouvrer des centaines de millions d'euros en impôts non perçus. Que s'est-il donc passé ? L'enquête de la Commission européenne s'intéressait de près à une filiale de la McDonald's Corporation basée aux États-Unis. À savoir la McDonald's Europe Franchising - dont la résidence fiscale est au Luxembourg et qui compte deux succursales, une en Suisse et une en Amérique du Nord. Le but de la boîte était de percevoir les redevances des franchisés en Europe, en Ukraine et en Russie, ce qui représente un sacré paquet d'argent. De plus, par le biais de la société fille suisse, qui contrôlait la cession des licences sur les droits de franchise, cet argent aussi est parti par le Luxembourg directement aux États-Unis.

Pourquoi par le Luxembourg ? Parce qu'en mars 2009, les autorités luxembourgeoises ont accordé une « décision fiscale anticipative » (un tax ruling) libérant McDonald's Europe Franchising de l'impôt sur

SHORT NEWS

Luxembourgeois : intégration et sinécures

(fb) - L'intégration des uns est le fonds de commerce des autres, voilà pourquoi elle ne doit jamais aboutir. Ainsi, l'association des professeurs de luxembourgeois (VLP) dénonce dans un communiqué l'« absence de règlements et de programmes uniformes » dans l'enseignement du luxembourgeois : « Comment exiger des adolescents qui viennent d'arriver dans notre pays de bien s'intégrer, lorsque notre système éducatif ne leur donne même pas la possibilité de bien apprendre notre langue ? », s'interroge l'association, sans livrer de preuve concrète. Ce qui ne l'empêche pas de réclamer davantage d'heures de cours : « 4 heures de luxembourgeois pour toutes les classes pendant au moins 3 ans, dans les écoles internationales aussi bien que dans les classes internationales », et ce notamment pour... « plusieurs raisons complexes », car tous les étudiants devraient avoir la possibilité de continuer à apprendre « notre langue ». Aussi le prochain gouvernement ferait-il bien de réfléchir à l'introduction d'un cours de « Landeskunde » (civilisation) pour donner aux classes « de plus en plus multiculturelles » (décidément !) un « savoir sur le Luxembourg et sa culture » millénaire... Mais ce qui pour l'instant taraude le plus la VLP, c'est que le ministère de l'Éducation nationale « n'entreprend pas assez pour promouvoir la carrière de l'enseignant de luxembourgeois et sensibiliser le public sur son existence ». Et ce alors qu'un master à l'Uni (gracieusement dispensé par la présidente de la VLP) y donne accès. C'est d'ailleurs pour cette raison que les cours de luxembourgeois devraient être assurés exclusivement par les détentrices ou détenteurs d'un tel master, qui obtiendraient ainsi la « reconnaissance qui leur est due ». Après tout, ce qui compte, c'est « la possibilité de mieux pouvoir intégrer nos citoyens nouveaux ». Mais bien sûr... Honni soit qui mal y pense !

Alle gegen Plastik

(ja) - Die Umweltverschmutzung durch Plastikabfälle bewegt die Gemüter. Zum Beispiel die von „Inspiring More Sustainability“ (IMS), einer Organisation, die sich für mehr Nachhaltigkeit in Firmen (oder was diese dafür halten) einsetzt. Sie hat 30 ihrer Mitglieder davon überzeugen können, bis Ende 2020 keine Einwegprodukte aus Plastik mehr zu benutzen. Die teilnehmenden Unternehmen ernennen auch ein*e „Zero Single-Use Plastic“-Botschafter*in, denken über Kreislaufwirtschaft nach und - ganz wichtig - kommunizieren diese Schritte an die Öffentlichkeit. „Corporate Social Responsibility“, wie sie IMS vertritt, ist halt immer noch vor allem ein PR-Instrument. Am letzten Samstag, dem weltweiten Aktionstag gegen Plastik demonstrierten aber auch die Jugendlichen von „Move“, der Jugendsektion des Méco mit einer Plastik-Parade gegen den Kunststoffabfall.

online

Roman, Theater, Zeit

Nicolas Mathieu : Leurs enfants après eux - Unser Kulturredakteur Luc Caregari hat Mathieus Roman über das Aufwachsen im postindustriellen Lothringen (Lorraine) der 1990er-Jahre rezensiert. woxx.eu/mathieu

La finance victime du climat ? - Raymond Klein hat die Eiffelturm-Kopie, die Greenpeace in Luxemburg-Kirchberg aufgebaut hat, besichtigt und ist der Frage nachgegangen, ob „Green Finance“ das Klima retten kann. woxx.eu/eiffel

Politique culturelle : Un flan peut en cacher un autre - Im Rahmen des Theaterfests fand eine Diskussionsrunde zur Theaterpolitik statt, die allerdings recht enttäuschend verlief. Theaterszene und Politiker*innen hatten sich wenig zu sagen. woxx.eu/flan

Winterzeit, Sommerzeit, soziale Zeit - Welche Auswirkungen hätte die „ewige Sommerzeit“, die sich angeblich so viele Europäer*innen wünschen? Manche Wissenschaftler*innen warnen davor. woxx.eu/sommerzeit

Jeden Freitag um 18.00 Uhr senden wir auf Radio Ara (102,9 und 105,2 MHz) „Am Bistro mat der woxx“. Wer die Sendung verpasst hat, findet sie als Podcast auf woxx.lu zum Nachhören.